

La culture pour tous et partout est-elle possible ?

Culture en danger ?

La culture est un élément majeur de notre construction sociale et de notre citoyenneté. Elle apporte les valeurs de liberté, de tolérance et d'ouverture à l'autre.

Ces soixante dernières années, deux mouvements contradictoires ont façonné le monde de la création artistique et son économie.

Le statut des intermittents en souffrance !

La Libération et les décennies qui suivirent auront vu le développement de politiques culturelles publiques de soutien à la création et à la diffusion des oeuvres : *inscription dans le préambule de la Constitution de 1946 d'un droit d'accès à la culture, création d'un ministère des affaires culturelles, TNP, maisons de la culture, dispositifs de soutien à la création et d'action culturelle...* Cette politique a permis une démocratisation de l'accès aux arts, à la culture, pensée comme levier de l'émancipation individuelle et collective, relevant d'une mission de service public.

Marchandisation de la culture ?

Mais dans le même temps, la culture a fait l'objet d'une marchandisation progressive et accélérée par l'emprise croissante du dogme libéral sur notre société. **Soumise à la pression du marché et au formatage des médias, la création se trouve bien souvent entravée.**

Les entreprises multinationales qui produisent et commercialisent les biens culturels sont parmi les plus puissantes. En 2000, les entreprises culturelles dans le monde ont représenté un chiffre d'affaires total de 515 milliards d'euros selon l'UNESCO. Et elles progressent près deux fois plus vite que la moyenne des autres secteurs économiques.

Droit à la culture pour tous !

Le chiffre d'affaires de l'édition en France est de 2,5 milliards d'euros en 2003. 60 % de l'édition française est entre les mains des groupes Lagardère et de Wendel. 90 % des livres scolaires édités en France proviennent de cinq entreprises.

Le secteur du spectacle vivant, de l'audiovisuel et du cinéma génère environ 20 milliards d'euros et l'ensemble des emplois dans le domaine culturel représente 429 000 salariés en France en 2002. **Il s'agit d'une profession beaucoup plus précarisée que l'ensemble des salariés de notre pays. 30 % ne sont pas salariés, 25 % sont en CDD, 24 % travaillent à temps partiel, 12 % ont une profession secondaire et 80 % des intermittents sont des « smi-cards » selon l'INSEE.**

Cette concentration, dont le but est la rentabilité financière, conduit à un formatage de la création et des pratiques culturelles par l'économie et à la volonté de transformer tout citoyen en consommateur.

L'accès aux arts et à la culture reste marqué de profondes inégalités. Dans l'année 2000, 50 % des Français sont allés au cinéma au moins une fois. 29 % sont allés dans un théâtre ou dans un concert, 58 % ont lu un livre, 45 % ont visité un musée. Ces chiffres, en ce qui concerne les ouvriers, sont respectivement de 29 %, 14 %, 33 %, 27 %. En même temps, 92 % des Français, toutes catégories sociales confondues, souhaitent que leurs enfants aient des activités culturelles importantes.



Retrouvez nous sur :
<http://pcf-montlouis.chez-alice.fr>

Contact mail :
pcf-montlouis@tiscali.fr

Cette conception pèse sur les conditions de la création même et sur la liberté de l'esprit. *Pourtant, la culture, comme l'éducation ou la recherche, mais aussi comme le droit à l'énergie ou à l'eau, est un bien commun de l'humanité à partager entre tous.* Parler de la culture en terme de coût ou de rentabilité c'est céder au libéralisme. Soumettre l'avenir de notre culture humaine aux critères de la rentabilité capitaliste, c'est hypothéquer pour longtemps l'appropriation par tous de toutes les richesses de l'esprit et de la création.

L'avenir de la culture et de la création mobilise aussi tout spécialement des artistes, des comédiens, des techniciens du spectacle, des plasticiens, des auteurs, des réalisateurs, que leur activité place au cœur même du développement culturel.

Depuis trois ans, le mouvement des artistes et des techniciens du spectacle dit « mouvement des intermittents » *est un exemple de ténacité et de rassemblement.* Les festivals de l'été constituent des moments de la mobilisation et de l'expression de ces intermittents. Il n'y a toujours pas de protocole d'accord et le gouvernement n'a pas renoncé à sa volonté de limiter le périmètre de la profession. C'est la poursuite à marche forcée de la marchandisation de la culture. La volonté du MEDEF est claire, réduire le nombre des intermittents.

Ce constat montre combien les enjeux culturels sont l'affaire de tous, et laisse la place à un débat fondamental concernant le type de société dans laquelle chacun souhaite vivre. Quelle importance prennent aujourd'hui la création, les arts, les sciences, les savoirs dans notre vie quotidienne ? A quel niveau plaçons-nous les enjeux de la culture ? Peut-on rendre l'accès à la culture pour tous et partout ? Une société a-t-elle besoin d'artistes ? Pourquoi la rentabilité empêche-t-elle la création ? Peut-on établir une démocratie culturelle ? Ces questions sont également posées dans l'Est Tourangeau.

**A l'occasion du XXe Festival de Jazz en Touraine,
la section du Parti communiste et les élus communistes et républicains
de Montlouis vous proposent de venir échanger lors**

d'une table ronde

Samedi 09 septembre 2006

à 16 H 30

Salle du conseil, mairie de Montlouis-sur-Loire

avec la participation de

*Frédéric Dutoit, député des Bouches-du-Rhône, maire des XVe et XVIe arrondissements de
Marseille, membre du comité de suivi parlementaire des intermittents,*

Marc Slyper, musicien, membre de la fédération CGT spectacle,

Marie-Claude Valentin, artiste plasticien, coordinatrice de l'association Mode d'Emploi,

Patrick Harivel, comédien, membre du syndicat français des artistes (sous réserve),

Alain Leclerc, comédien, membre du syndicat français des artistes,

Madeleine Gaudiche, artiste dramatique, Compagnie Râ,

Dominique Touraine, adjoint au maire de Montlouis,

Le débat sera animé par

Dominique Widemann, chef de la rubrique Culture de l'Humanité,

En présence de

Maryse Cabanel, secrétaire de la section du PCF de Montlouis,

Jean-Jacques Filleul, président du Festival de Jazz en Touraine,

Patrick Bourdy, président des Rencontres Musicales de l'Est Tourangeau.